

## Face à la crise, il faut partager

16 avril 2009

La montée des inégalités est au cœur de la crise économique qui secoue les économies mondiales. L'une des raisons fondamentales de la dépression actuelle est la course en avant des plus riches vers la richesse. Ce « toujours plus » leur a fait perdre conscience, et prendre des risques financiers inconsidérés. Il s'est d'abord traduit par la recherche de rendements insensés pour les capitaux investis dans les entreprises (tirés des profits), très supérieurs à la croissance de l'économie globale, qui atteignait 3 ou 4 % dans le meilleur des cas au sein des pays riches. L'ajustement était fatal : pour partie, la crise actuelle remet à l'heure les pendules du capitalisme fou. Et les mêmes qui hier ne juraient que par la concurrence implorent la collectivité de venir à leur secours...

Il en a été de façon similaire pour les salaires : les échelles des revenus se sont étendues. Comme l'a montré l'économiste Camille Landais, en France entre 1998 et 2006, les salaires des 0,01 % les mieux payés ont progressé de 69 %. Un gain mensuel de... 2 800 euros ! A une moindre échelle, les salaires nets des cadres supérieurs ont augmenté de 630 euros mensuels en moyenne entre 1998 et 2006, contre 140 euros pour les employés et 200 pour les ouvriers.

Non contents de cette razzia sur les revenus, les plus aisés en ont demandé davantage encore à l'Etat, par le biais de réductions d'impôts, prétextant le risque de « fuite » à l'étranger – qu'aucune étude n'a d'ailleurs jamais démontré. En France, cette politique amorcée en 2000 par la gauche puis par la droite, à travers les réductions d'impôts sur le revenu a encore accru les écarts de niveaux de vie.

Cette situation a eu des conséquences économiques désastreuses. Une partie des commentateurs ont cru possible une sorte de « keynésianisme des riches » : la hausse des inégalités aurait tiré l'économie par le biais des dépenses des plus aisés, des emplois de personnel domestique aux investissements dans l'entreprise ou l'immobilier. Il n'en a rien été, pour une raison simple : le taux d'épargne s'élève avec le revenu. L'argent ainsi dégagé a largement alimenté le patrimoine financier des couches les plus aisées, participant au gonflement de la bulle spéculative. A la place de la fuite des personnes, on a orchestré une fuite des capitaux vers la recherche de gains toujours plus spéculatifs, quitte à se déplacer sur des produits très risqués ou s'offrir à de lointains investisseurs. On paie aujourd'hui l'addition de ce vaste gaspillage : les baisses d'impôt n'ont eu pour effet que d'enfoncer les comptes publics, sans avoir d'impact sur la croissance.

Il est difficile de dire combien a été gaspillé dans les entreprises, mais les dépenses salariales somptuaires ont pesé lourd dans les comptes. Malgré tout, le salaire minimum – si décrié hier – a limité l'ampleur des écarts. En revanche, on peut évaluer combien la collectivité a perdu. Philippe Marini, rapporteur UMP de la commission des finances au Sénat, a estimé à 60 milliards d'euros la diminution de recettes fiscales liée aux différentes baisses de prélèvements décidées de 1999 à 2008... Si rien ne s'était passé de ce côté-là, l'Etat aurait des comptes dans un état très différent. Et les moyens de répondre à la crise, alors que, comme la cigale, il a chanté tout l'été en distribuant des ristournes aux plus aisés.

Il est impossible de répondre à la crise économique sans un effort de solidarité nationale, sauf à aggraver de façon vertigineuse les déficits publics, qu'il faudra de toute façon payer un jour. Cet effort ne saurait être réalisé sans tenir compte des gains obtenus dans les années récentes par les plus aisés. La déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de indique que la contribution commune doit être « répartie entre les citoyens en fonction de leurs facultés ». C'est l'impôt sur le revenu, dont le taux augmente avec le niveau de vie, qui tient le mieux compte de ces facultés. Peu nombreux sont ceux qui osent le dire compte tenu de la démagogie fiscale régnant en France, mais il faut aujourd'hui augmenter l'impôt sur le revenu.

Pour éviter de pénaliser les catégories moyennes, on peut imaginer deux directions. Il faut d'abord réduire réellement les privilèges fiscaux, des journalistes à l'emploi de personnel domestique (qui ne concerne réellement qu'un dixième des foyers) jusqu'aux investissements immobiliers. Si l'on ne s'en tient pas à quelques exceptions pour les « ultra-riches », la suppression des niches fiscales peuvent apporter plusieurs milliards d'euros à l'Etat. Dans le même temps, on pourrait relever les taux des tranches supérieures du barème, et recréer une nouvelle tranche d'imposition supplémentaire à 50 % pour les revenus les plus élevés. Compte tenu des gains enregistrés, une telle mesure n'aurait pour effet que de faire revenir le niveau de vie des plus aisés quatre ou cinq ans en arrière.

Pour quoi faire ? Contrairement à une idée répandue à gauche, distribuer quelques dizaines d'euros de pouvoir d'achat n'a pas une grande utilité sinon à accroître les importations. Comme l'a compris le chef de l'Etat, face la crise, la collectivité doit « protéger », rendre l'avenir moins incertain. D'où des propositions présidentielles sur l'indemnisation du chômage partiel et la prime pour les jeunes ayant insuffisamment cotisé, ou l'idée d'un fonds d'investissement pour « coordonner les efforts en matière d'emploi et de formation professionnelle ». Mais la bise est venue : ayant gaspillé plus de 10 milliards en 2007 avec le paquet fiscal (rappelons-le, ces 10 milliards sont payés chaque année) essentiellement en direction des plus aisés, le président de la République n'a plus les moyens d'une réelle politique de protection. Il faut mieux indemniser ceux qui se retrouvent sans emploi, et en particulier les jeunes, premières victimes de la crise, réduire l'utilisation de contrats précaires et, surtout, offrir un effort de formation sans précédent de la main d'œuvre. Il faut mettre en œuvre les services publics de qualité qui tirent la croissance à long terme : éducation, transports, santé, logement, etc. Il est urgent d'agir pour rendre la vie moins incertaine, là où hier tout le monde ne jurait que par la flexibilité et le risque.

Au-delà de la crise, la situation actuelle appelle à une réflexion plus vaste. La « décroissance » est arrivée. Elle va mettre sur le carreau de l'emploi des centaines de milliers de salariés, souvent des jeunes. L'avenir de notre pays n'est pas dans le retour aux technologies anciennes pour créer de l'emploi. Mais, il faudrait être totalement aveugle pour soutenir que le niveau de croissance des trente glorieuses est économiquement et écologiquement soutenable. Que fera-t-on quand on aura rempli l'espace entourant les villes d'entrepôts et de magasins ouverts 24h/24 et sept jours

sur sept, saturés le pays d'autoroutes et d'automobiles, bourrés les foyers d'appareils divers les plus inutiles les uns que les autres ? Il faudra bien, à terme, s'adapter à une croissance lente et propre, moins quantitative et plus qualitative.

La seule solution pour conjuguer ces deux impératifs est de partager de façon plus équitable les richesses. Cela n'implique en rien de changer de système, de sortir de l'économie de marché ou autre comme on l'entend parfois, mais de demander à chacun de contribuer en fonction de ses moyens, pour que tous puissent vivre dans des conditions dignes sans détruire l'environnement. « Oui mais, pour répartir, il faut d'abord produire » entend-on dire souvent. Un raisonnement insuffisant. Pour produire, on commence à comprendre qu'il faut en même temps répartir et que tout est question de dosage : qui imagine produire sans routes, sans main d'œuvre formée, avec des salariés malades ?..

D'un point de vue écologique, les moins égoïstes des plus aisés commencent à comprendre que cette politique est de l'intérêt de leurs propres descendants, s'ils veulent en assurer la survie. La crise actuelle y ajoute une urgence sociale : s'ils restent assis sur leurs niveaux de vie, ce n'est plus seulement de la survie des descendants des plus riches qu'il s'agit, mais de l'équilibre de l'ensemble du système.

Cet article est une version légèrement modifiée d'un point de vue paru dans [Le Monde](#), le 16 avril 2009.

---

• Emplacement :

[Accueil](#) > [Point de vue](#) >

• Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Face-a-la-crise-il-faut-partager>